

Rapport annuel d'avancement du Mouvement SUN, 2016

BENIN

Rapport final : Auto-évaluation par la plate-forme nationale multi-acteurs

Avril 2015 à avril 2016

Date de la réunion/évaluation: Mercredi 8 juin 2016

L'an deux mille seize et le mercredi 8 juin, s'est tenu dans la salle de conférence du siège du Conseil National de l'Alimentation et de la Nutrition (CAN), à Cotonou, l'Atelier d'auto-évaluation de l'état d'avancement du Mouvement SUN au Bénin, pour la période d'avril 2015 à avril 2016.

Ont pris part aux travaux dudit atelier les représentants du secteur public, des organisations de la société civile (OSC), du secteur privé, des agences du Système des Nations Unies et des donateurs. La liste des participants est annexée au présent rapport.

L'ouverture de l'atelier a été marquée par l'allocation du Représentant de l'UNICEF, Chef de file PTF- SUN et celle du Secrétaire Permanent du CAN.

1. Monsieur Ambroise NANEMA, Représentant de l'UNICEF, a pris la parole au nom des PTF-SUN pour remercier tous les participants qui ont répondu présents à l'invitation. Pour lui, beaucoup reste à faire en matière de nutrition au Bénin. Il a donc convié chaque acteur à donner du sien en vue d'une auto-évaluation objective des progrès du mouvement SUN Bénin.
2. Le Professeur Roch L. MONGBO, Secrétaire Permanent du CAN (SP/CAN), prenant la parole, a réitéré ses remerciements aux participants pour leur présence. Il a continué son intervention en saluant la riche configuration des acteurs présents, parlant de la multisectorialité de la plate-forme, qui, pour lui devrait favoriser une bonne auto-évaluation du Mouvement SUN BENIN. C'est sur ces mots, qu'il a ouvert les travaux de l'atelier.

Après la présentation des participants, un présidium a été mis en place pour coordonner les travaux de l'atelier. Il est composé d'un président : Docteur Wilfried PADONOU, membre du CAN ; et de deux rapporteurs : Madame Rita OGBU ABOU, Assistante de la Responsable de la Cellule de Suivi-Evaluation du SP-CAN et de Monsieur David ADOMAHOU, Représentant du Programme Alimentaire Mondial (PAM). L'agenda de l'atelier a été ensuite adopté à l'unanimité par les participants, avant la présentation des communications.

Ensuite deux communications ont été présentées suivies de débats. Il s'agit :

1. Des Objectifs, Principes et modalités de l'autoévaluation du Mouvement SUN Pays

Cette première communication, présentée par le SP/CAN, retrace les lignes directrices permettant une bonne autoévaluation, dépourvue de toute complaisance. Cette communication est annexée au présent rapport

2. Des Résultats de l'auto –évaluation du suivi des progrès de la plateforme nationale SUN (avril 2014-avril 2015)

Cette deuxième communication a été présentée par Madame Andréa HOUINDOTE AHOYO, Responsable de la Cellule Suivi-Evaluation du SP-CAN. Dans sa communication, on peut noter comme fondement de l'autoévaluation quatre (04) processus qui sont mesurés grâce à des marqueurs de progrès. Les quatre processus se présentent comme suit :

- *Processus 1 : Rassembler les parties prenantes autour d'un espace d'action commun ;*
- *Processus 2 : Cadre politique et juridique cohérent*
- *Processus 3 : Cadre de Résultats Commun pour le plan national de nutrition (programmation alignée) ;*
- *Processus 4 : Suivi financier et mobilisation des ressources.*

Sur la base du rapport couvrant la période avril 2014 avril 2015, faisant état des progrès du Bénin, la communication a relevé que c'est le processus 4 qui reste une difficulté majeure au niveau du Bénin.

Après quelques échanges sur les deux communications à suivre pour la suite des travaux, il a été constitué deux groupes mixtes impliquant les différentes catégories d'acteurs pour **la Session 1** de l'exercice d'évaluation. Le premier groupe devait évaluer les processus 1 et 2 tandis que le second groupe avait en charge les processus 3 et 4.

La Session 2 a porté sur une deuxième série de travaux de groupes, constitués cette fois-ci par catégorie d'acteurs (secteur public, OSC, secteur privé, SNU et donateurs). Il s'est agit pour chaque groupe d'acteurs de décrire les contributions apportées pour chacun des quatre processus évalués.

Ensuite les résultats des deux sessions de travaux de groupe sont restitués à la plénière. A l'issue des présentations, des commentaires ont été faits par les participants pour améliorer la qualité des travaux.

Les recommandations suivantes ont été formulées lors de l'atelier:

- **Mettre en place une plate-forme de recherche au niveau du Mouvement SUN BENIN;**
- **Elaborer une grille de suivi des progrès des quatre processus tous les quatre mois**

L'évaluation finale a été transmise dès le 10 juin 2016 aux différentes parties prenantes, présentes à l'atelier ou non, pour validation ou complément d'information à faire parvenir au SP-CAN le 11 juin 2016.

Au terme des différents échanges, l'évaluation finale du Mouvement SUN au Bénin au cours de la période d'avril 2015 à avril 2016 se présente comme suit:

Processus 1 : Rassembler les parties prenantes autour d'un espace d'action commun

N/A	0	1	2	3	4
Non applicable	Non initié	Initié	En cours	Presque terminé	Terminé
Marqueurs de progrès non applicables au contexte actuel	Rien en place	Planification initiée	Planification terminée et mise en œuvre initiée	Mise en œuvre terminée avec une opérationnalisation progressive des étapes des processus en cours	Pleinement opérationnelle / Objectif atteint / en cours avec le suivi continu

Processus 1 (Pr. 1) : Rassembler les parties prenantes autour d'un espace d'action commun Marqueurs de progrès (PM)	NOTE FINALE DE LA PLATE-FORME	Quelles sont les activités/interventions qui sous-tendent chaque notation ? Copier les commentaires rédigés pendant l'atelier
PM 1. Choisir/développer des mécanismes de coordination au niveau des pays	3	<ul style="list-style-type: none"> - Existence et consolidation progressive du Conseil National de l'Alimentation et de la Nutrition (CAN) ; Secrétariat Permanent du CAN fonctionnel ; attribution d'un immeuble pour abriter le siège du CAN ; équipement dudit siège ; - Existence d'une plateforme CAN-PTF/SUN ; - Existence d'une plateforme société civile SUN - Irrégularité des réunions de certaines plate-formes
PM 2. Mener la coordination en interne et élargir l'adhésion / s'engager avec d'autres parties prenantes d'influence plus étendue	3	<ul style="list-style-type: none"> - Nouvelle dynamique en cours pour mettre en synergie les processus AGIR et La Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (NASAN-G8) ; progrès notable d'information vers la base (mairies, universitaires); élargissement de la participation de la société civile désormais organisée en plateforme société civile SUN - Organisation du forum national/régional sur les 1000 premiers jours de vie: "les défis de la malnutrition chronique au Bénin" - Implication du secteur privé - Signature d'une convention de partenariat pour l'intégration de module de nutrition dans les curricula de formation de toutes les entités de l'Université d'Abomey Calavi (UAC) entre l'UAC et le CAN. Le même processus a été initié avec les autres universités (UNIPAR, UAK...). La même démarche envers le ministère en charge de l'enseignement maternel et primaire pour insérer un module de nutrition dans le curricula de formation et intégrer la direction de l'alimentation scolaire (DAS) dudit ministère dans la plate forme nationale est en cours - Eligibilité de la nutrition au niveau de Fonds d'Appui au Développement des Communes (FADEC) agriculture (confère manuel de procédure du FADEC agriculture avec le plaidoyer de Association Nationale des Communes du Bénin (ANCB) - Existence d'une ligne budgétaire en faveur de la nutrition dans certaines communes - Existence d'un Plan stratégique quinquennal dans certaines communes (Ouaque, Bonou...) - Engagement de certains conseils communaux à mettre la nutrition au cœur des Plans de

		<p>Developpement Communaux (PDC)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nécessité d'optimisation des mécanismes de financement au niveau communal et à la base - Le mecanisme de redevabilité entre les points focaux de la plate-forme nationale et leur structure mandataire reste à améliorer
PM 3. S'engager au sein de / contribuer à la MSP	2	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement de la concrétisation de l'engagement politique en faveur de la nutrition avec accroissement des ressources en faveur de la nutrition ; amélioration de la communication entre les membres (échanges dans le cadre des études et projets d'études pour une meilleure coordination et suivi) - Insuffisance de coordinnation du CAN des interventions au niveau communautaire
PM 4. Suivre et faire des rapports sur sa propre contribution à la MSP	2	<ul style="list-style-type: none"> - Les discussions en matière de nutrition au sein du CAN se relaient de plus en plus dans les structures membres. Mais plus d'efforts doivent être consentis à ce niveau - Le suivi des allocations budgétaire au niveau des investissements publics(ministère en charge des Finances) - le suivi des allocations budgétaires reste à faire au niveau des PTF et de la société civile - La participation aux revues annuelles des ministères sectoriels, de l'UNICEF et quelques ONGs Internationnales - L'insuffisance de suivi au niveau des plates formes (Rapportage, supports de communication...) - L'absence d'esprit de redevabilité des plates formes
PM 5. Soutenir l'impact de la MSP	2	<p>Le leadership, la centralité et la présence du CAN au sein du secteur de la nutrition se confirment de plus en plus dans le temps (des partenariats durables sont en cours de construction entre le CAN et les autres parties prenantes). Il s'agira de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maintenir le plaidoyer à l'endroit des pouvoirs politiques (Gouvernement, Assemblée...) - Renforcer l'intégration de la nutrition dans les politiques/stratégies sectorielles et plans annuels sectoriels

Réseaux	Description / contribution clé du Réseau au Processus 1
Gouvernement	<ul style="list-style-type: none"> - Animation du cadre de la nouvelle alliance sur la base d'un système de suivi évaluation élaboré de façon consensuelle (collecte de données sur les parties prenantes, traitement et analyse des données, concertations périodiques de tous les acteurs; rédaction de rapport pays). - Organisation par l'ANCB d'un jeu concours « meilleure production radiofonique sur la nutrition » avec remise officielle de prix - Capitalisation et diffusion par l'ANCB de bonnes pratiques sur la nutrition dans les communes pilotes PNC - Création d'un « Espace nutrition » à l'occasion de la foire organisée par l'UAC - Activités de recherche de l'UAC en partenariat avec Bioversity Internatinal sur le rôle de la biodiversité locale dans l'amélioration de l'alimentation complémentaire de l'enfant suivies de restitution - Signature d'une convention de partenariat (intégration de module de nutrition dans les curricula de formation de toutes les entités de l'UAC) entre l'UAC et le CAN. Le même processus a été initié avec les autres universités (UNIPAR, UAK ;;;) - Organisation du forum s national/régional ur les 1000 premiers jours de vie: "les défis de la malnutrition chronique au Bénin" - Organisation d'un atelier national d'information, de sensibilisation à l'iodation universelle du sel et à la consommation de sel adéquatement iodé. - Organisation de la Semaine Mondiale de l'Allaitement maternel

	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation de la Journée Mondiale de l'Alimentation - Journée nationale de lutte contre les TDCI -
ONU	<ul style="list-style-type: none"> - Appui au CAN et au SP-CAN avec une mobilisation active des Agences Pays du SNU et de leurs Bureaux Régionaux notamment OMS, FAO, PAM & UNICEF et la Banque Mondiale pour accompagner le processus d'organisation du Forum National/Régional sur la problématique de la malnutrition chronique autour du thème : forum national sur les 1000 jours de vie : les défis de la malnutrition chronique au Bénin - Appui technique et financier pour l'organisation du forum national sur l'alimentation scolaire au Bénin dont le Thème : "Investir dans l'alimentation scolaire, c'est promouvoir le développement durable du Bénin" - Appui logistique et participation aux conférences téléphoniques bimensuelles du mouvement SUN - Signature avec le gouvernement d'un projet conjoint d'appui à la lutte contre la malnutrition chronique
Donateur	<ul style="list-style-type: none"> - Appui technique et financier à la mise en œuvre de la plateforme nationale - Contribution à l'animation de la plateforme des CAN et PTF SUN - Appui à la mise en place d'un task force communication sur le changement de comportement en matière de nutrition - Mission d'appui technique pour la mise en œuvre du programme multisectoriel de d'alimentation, de santé et de nutrition
Secteur privé	Renforcer le partenariat tripartite Gouvernement-PTF-Privé et œuvrer pour que d'autres entreprises adhèrent à cette convention fin que les défis en matière de nutrition soient pris en compte par autant d'entreprises que possible
OSC	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation de la semaine mondiale de l'allaitement maternelle dans la zone Adjohoiun - Bonou - Dangbo en septembre 2015 - Valorisation des mets locaux "Foire aux mets déviant positif" avec PNC à Adja Ouèrè et Bonou - Campagne nationale pour la valorisation du moringa

RÉSUMÉ GÉNÉRAL DES PROGRÈS POUR LE PROCESSUS 1 : Rassembler les parties prenantes autour d'un espace d'action commun (Pas plus de 600 mots)

(C'est-à-dire, réalisations globales / changements positifs / défis clés et suggestions d'amélioration / autres activités pertinentes dans le cadre des efforts nationaux de renforcement de la nutrition)

Réalisations globales/changements positifs

- L'organisation des foras nationaux sur les 1000 premiers jours de vie: "les défis de la malnutrition chronique au Bénin et sur l'alimentation scolaire au Bénin
- Le leadership, la centralité et la présence du CAN au sein du secteur de la nutrition se confirment de plus en plus dans le temps (des partenariats durables sont en cours de construction entre le CAN et les autres parties prenantes).
- Signature d'une convention de partenariat pour l'intégration de module de nutrition dans les curricula de formation de toutes les entités des universités du Bénin). La même démarche envers le ministère en charge de l'enseignement maternel et primaire pour insérer un module de nutrition dans le curricula de formation et intégrer la direction de l'alimentation scolaire (DAS) dudit ministère dans la plate forme nationale est en cours.
- Le plaidoyer de l'ANCB (assoc. Des communes Benin) pour l'intégration de la nutrition dans le FADEC – fonds appui développement des communes
- Engagement de certains conseils communaux à mettre la nutrition au cœur des Plans de Développement Communaux (PDC)
- Signature avec le gouvernement d'un projet conjoint d'appui à la lutte contre la malnutrition chronique par les agences du SNU

Défis/Suggestions

- Maintenir le plaidoyer à l'endroit des pouvoirs politiques (Gouvernement, Assemblée...)
- Renforcer l'intégration de la nutrition dans les politiques/stratégies sectorielles et plans annuels sectoriels
- Assurer la coordination du CAN des interventions au niveau communautaire

Processus 2 : Cadre politique et juridique cohérent

N/A	0	1	2	3	4
Non applicable	Non initié	Initié	En cours	Presque terminé	Terminé
Marqueurs de progrès non applicables au contexte actuel	Rien en place	Planification initiée	Planification terminée et mise en œuvre initiée	Mise en œuvre terminée avec une opérationnalisation progressive des étapes des processus en cours	Pleinement opérationnelle / Objectif atteint / en cours avec le suivi continu

Processus 2 (Pr.2) : Cadre politique et juridique cohérent Marqueur de progrès (PM)	NOTE FINALE DE LA PLATE-FORME	Quelles sont les activités/interventions qui sous-tendent chaque notation ? Copier les commentaires rédigés pendant l'atelier)
PM 1. Analyser les politiques et programmes existants relatifs à la nutrition	3	<ul style="list-style-type: none"> - La réalisation de la cartographie des interventions des interventions et intervenants, L'élaboration du du cadre commun des résultats de lutte contre la malnutrition chronique, - la traçabilité des dépenses publiques en matière de nutrition des projets spécifiques et sensibles à la nutrition); - l'élaboration priorité résilience pays (PRP) en cours - l'existence du rapport sur le forum national des 1000 premiers jours de vie: "les défis de la mmalnutrition chronique au Bénin" - le rapport d'évaluation de la mise en œuvre du Projet de Nutrition Communautaire (PNC) dans 10 communes du Bénin
PM 2. Intégrer la nutrition dans ses propres politiques et stratégies	3	<ul style="list-style-type: none"> - Introduction de la dimension alimentation et nutrition dans les PDC, mise en place du conseil à la nutrition et à l'alimentation par le MAEP au profit des populations, élaboration d'un document stratégique d'alimentation et de nutrition dans le secteur agricole, intégration du volet nutrition dans les projets et programmes du secteur agricole - Eligibilité de la nutrition au niveau de FADEC agriculture (confère manuel de procédure du FADEC agriculture avec le plaidoyer de ANCB) - Existence d'une ligne budgétaire en faveur de la nutrition dans certaines communes - Existence d'un Plan stratégique quinquennal dans certaines communes (Ouake Bonou...) - Engagement des conseils communaux à mettre la nutrition au cœur des Plans de Développement Communaux (PDC) - Nécessité d'optimisation des mécanismes de financement au niveau communal et à la base - Le mecanisme de redevabilité entre les points focaux et leur structure mandataire reste à améliorer - Elaboration de la politique sectorielle santé pour la nutrition - Elaboration et adoption de la Politique Nationale de l'Alimentation Scolaire (PNAS)

PM 3. Coordonner / harmoniser les contributions des membres en matière d'élaboration du cadre politique / juridique	3	<ul style="list-style-type: none"> - Processus d'élaboration de la loi d'orientation agricole, de sécurité alimentaire et nutritionnelle (LOASAN) en cours avec la participation de toutes les parties prenantes, - Existence de l'Agence Béninoise de Sécurité Sanitaire des Aliments (ABSSA), du Laboratoire de Contrôle et de Sécurité Sanitaire des Aliments (LCSSA) avec lesquels le CAN développe un partenariat - Mise en place effective de task force pour l'harmonisation de la stratégie de communication en nutrition - Elaboration des politiques sectorielles en priorisant la dimension résilience pays (PRP) en cours
PM 4. Influencer l'élaboration du cadre politique / juridique à travers le plaidoyer / contribution	2	<ul style="list-style-type: none"> - Plaidoyer continu autour du projet de loi d'orientation agricole, de sécurité alimentaire et nutritionnelle ; - Parlementaires acquis à l'idée de création d'un réseau de parlementaire pour la nutrition - Avancée du processus sur la dimension SAN de LOASAN (étude sur les défis de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (SAN) réalisés, proposition de formulation de loi SAN par un groupe de consultant en cours) - Installation du Comité National d'Orientation et de Suivi (CNOS) avec un secretariat permanent opérationnel
PM 5. Diffuser la politique et rendre opérationnel / appliquer le cadre juridique	2	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration des plaquettes et posters des documents de politiques de nutrition et de l'alimentation (PSDAN, PMASN, CAN), processus de diffusion en cours - Processus de diffusion des éléments de politique de nutrition et de l'alimentation en cours (Guide Alimentaire du Bénin, Guide Alimentaire des personnes du troisième âges...) -
PM 6. Suivre et rendre compte des résultats pour le pilotage et l'apprentissage / Maintenir l'impact des politiques	2	<ul style="list-style-type: none"> - Evaluation du PNC, étude de référence du PMASN, lancement du projet d'actualisation de la politique de nutrition, participation aux fora internationaux suivie de restitution, - Capitalisation des pratiques en matière de suivi et évaluation au niveau des secteurs, des PTF et des ONG intervenant dans la nutrition
Réseaux	Description / contribution clé du Réseau au Processus 1	
Gouvernement	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration d'une note conceptuelle sur la prise en compte des exploitations familiales agricoles et artisanales agroalimentaires conformément aux orientations du PSDAN et du PSRSA - Signature d'une convention de partenariat (intégration de module de nutrition dans les curricula de formation de toutes les entités de l'UAC) entre l'UAC et le CAN. Le même processus a été initié avec les autres universités (UNIPAR, UAK ...) - Plaidoyer de l'ANCB ayant abouti à la prise en compte de la nutrition dans le manuel de procédure FADeC Agriculture 	
ONU	<ul style="list-style-type: none"> - Maintien du plaidoyer de haut niveau en faveur de la Nutrition notamment sur la problématique de la malnutrition chronique - Appui à la revue/révision et dissémination/vulgarisation active des documents sectoriels de stratégie opérationnelle dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition - Appui technique et financier à la participation de la délégation du Bénin au rassemblement global du mouvement SUN à Milan 	

	<ul style="list-style-type: none"> - Appui technique et financier à la participation de la délégation du Bénin à la 17e édition du Forum Global sur la Nutrition de l'Enfant (GCNF) au Cap vert - Appui technique et financier à l'organisation de l'atelier d'Abidjan sur le suivi des financements publics pour la nutrition
Donateur	<ul style="list-style-type: none"> - Appui technique et financier à la mise en place du cadre politique et juridique/plaidoyer - Appui technique et financier à la participation de la délégation du Bénin au rassemblement global du mouvement SUN à Milan
Secteur privé	Participer aux divers travaux d'amélioration du cadre politique et juridique et aider à leur vulgarisation surtout au sein du secteur privé par les TIC
OSC	<ul style="list-style-type: none"> - Plaidoyer pour le financement d'action en faveur de l'allaitement maternel et protection du nourrisson - Plaidoyer à l'endroit des municipalités pour la prise en compte de la prise en charge de la nutrition dans leur plan de développement communal - Dynamisation des cadres de nutrition dans certaines communes

RÉSUMÉ GÉNÉRAL DES PROGRÈS POUR LE PROCESSUS 2 : Cadre politique et juridique cohérent (Pas plus de 600 mots)

(C'est-à-dire, réalisations globales / changements positifs / défis clés et suggestions d'amélioration / autres activités pertinentes dans le cadre des efforts nationaux de renforcement de la nutrition)

Realisations globales/changements positifs

- La réalisation de la cartographie des interventions des interventions et intervenants,
- L'élaboration du du cadre commun des résultats de lutte contre la malnutrition chronique,
- Signature d'une convention de partenariat pour l'intégration de module de nutrition dans les curricula de formation de toutes les entités des universités du Bénin). La même démarche envers le ministère en charge de l'enseignement maternel et primaire pour inserer un module de nutrition dans le curricula de formation est en cours.

Défis/suggestions

- Créer un réseau de parlementaire pour la nutrition
- Mettre en place et dynamiser les cadres de concertation communale pour la nutrition dans toutes les communes

Processus 3 : Cadre de résultats commun pour le plan national de nutrition (programmation alignée)

N/A	0	1	2	3	4
Non applicable	Non initié	Initié	En cours	Presque terminé	Terminé
Marqueurs de progrès non applicables au contexte actuel	Rien en place	Planification initiée	Planification terminée et mise en œuvre initiée	Mise en œuvre terminée avec une opérationnalisation progressive des étapes des processus en cours	Pleinement opérationnelle / Objectif atteint / en cours avec le suivi continu

Processus 3 (Pr. 3) : Cadre de résultats commun pour le plan national de nutrition (programmation alignée) Marqueurs de progrès (PM)	NOTE FINALE DE LA PLATE-FORME	Quelles sont les activités/interventions qui sous-tendent chaque notation ? Copier les commentaires rédigés pendant l'atelier)
PM 1. Harmoniser ses propres programmes avec les politiques nationales de nutrition pertinentes	3	<ul style="list-style-type: none"> - Références aux Documents SCRP3, PSDAN, PANAR. - Les politiques sectorielles (santé, agriculture, éducation, protection sociale, eau et assainissement) s'inscrivent de plus en plus dans les stratégies nationales. - UNDAF (2014-2018) pour le SNU arrimé au SCRP et aux politiques sectorielles (PNDS, PSRSA, Politique Holistique de Protection Sociale (PHPS), Politique nationale de l'Alimentation Scolaire (PNAS))
PM 2. Traduire le cadre politique / juridique dans le Cadre commun de résultats (CRF) pour SUN	3	<ul style="list-style-type: none"> - Le Cadre commun de résultats pour la lutte contre la malnutrition chronique 2016-2025 est achevé et a été validé. Le CAN a déjà commencé le transfert du cadre d'action de la mise en oeuvre du PNC à la mairie. - La mise en oeuvre du projet conjoint entre les agences du SNU (2015-2018) a commencé. Le SNU est sur une bonne ligne.
PM 3. Organiser la mise en œuvre du Cadre commun de résultats (CRF)	3	Le cadre commun de résultats est mis en œuvre progressivement au niveau des communes (à travers le PMASN, le projet conjoint des agences du SNU, les projets des autres partenaires et ONG).
PM 4. Gérer la mise en œuvre du Cadre commun de résultats (CRF)	2	Le système de suivi évaluation du cadre commun de résultats est en cours. Toutefois les autres initiatives en cours (PMASN, Projet conjoint de lutte contre la malnutrition appuyé par le SNU, Projet Conjoint (PAM, la FAO et le FNUAP) de Sécurité Alimentaire et d'Autonomisation de la Femme, Nutrition au Centre de CARE Benin, les projets des autres partenaires et ONG) disposent chacun de leur système de suivi des indicateurs
PM 5. Suivre et faire des rapports sur les résultats de la mise en œuvre pour le pilotage et l'apprentissage / évaluer pour soutenir l'impact	2	Les rapports d'activités et de résultats sont disponibles au niveau des initiatives mises en oeuvre. Des activités de diffusion de résultats sont faites pour vulgariser au travers des ateliers.

		- Au niveau du mouvement SUN, il a des partages par échange téléphonique avec les autres pays d'Afrique de l'Ouest.
Réseaux	Description / contribution clé du Réseau au Processus 3	
Gouvernement	<ul style="list-style-type: none"> - Participation et appropriation par les ministères sectoriels du cadre commun des résultats pour la lutte contre la malnutrition chronique - Participation des services déconcentrés et décentralisés au cadre de concertation communale : élaboration du plan de nutrition communale et participation à sa mise en œuvre 	
ONU	<ul style="list-style-type: none"> - Appui à la mise en œuvre de projet conjoint : <ul style="list-style-type: none"> * de lutte contre la malnutrition chronique dans deux communes rurales (Malanville et Karimama) * Sécurité alimentaire et autonomisation de la femme à dans les communes de Dogbo, Aplahoué et Djakotomey - Contribution technique à la finalisation du cadre commun de résultats 	
Donateur	<ul style="list-style-type: none"> - Alignement des programmes par rapport au cadre commun des résultats/ Appui technique et financier à l'élaboration et à la mise en œuvre du cadre commun des résultats - Contribution technique à la finalisation du cadre commun de résultats 	
Secteur privé	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les entreprises à inclure le volet nutrition dans les attributs de leur comité d'hygiène et de santé ; - Faire le plaidoyer et accompagner le CAN pour des formations en hygiène et nutrition au profit de tous les acteurs des métiers de la bouche 	
OSC	<ul style="list-style-type: none"> - Appui technique au CAN pour la formulation des messages et l'élaboration des plaquettes de sensibilisation - Lancement du projet "SMI-Nut-WASH" avec formation des agents de santé et des relais communautaire sur la prise en charge de la malnutrition - Dotation en matériel technique (toise, brassard, pèse) et en intrant alimentaire aux centres de santé des communes Abomey-Calvi - So Ava) 	
RÉSUMÉ GÉNÉRAL DES PROGRÈS POUR LE PROCESSUS 3 : Cadre de résultats commun pour le plan national de nutrition (programmation alignée) (Pas plus de 600 mots)		
<i>(C'est-à-dire, réalisations globales / changements positifs / défis clés et suggestions d'amélioration / autres activités pertinentes dans le cadre des efforts nationaux de renforcement de la nutrition)</i>		
<p>Réalisations globales/changements positifs</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le Cadre commun de résultats pour la lutte contre la malnutrition 2016-2025 est disponible Appui des agences du SNU à la mise en œuvre de projet conjoint: <ul style="list-style-type: none"> * de lutte contre la malnutrition chronique dans deux communes rurales (Malanville et Karimama) * Sécurité alimentaire et autonomisation de la femme à dans les communes de Dogbo, Aplahoué et Djakotomey – Contribution technique à la finalisation du cadre commun de résultats - Alignement des programmes par rapport au cadre commun des résultats <p>Défis/Suggestions</p> <ul style="list-style-type: none"> - Définir les indicateurs de performance pour le secteur de la nutrition - Renforcer le suivi des interventions au niveau des plates formes (Rapportage, supports de communication...) 		

Processus 4 : Suivi financier et mobilisation des ressources

N/A	0	1	2	3	4
Non applicable	Non initié	Initié	En cours	Presque terminé	Terminé
Marqueurs de progrès non applicables au contexte actuel	Rien en place	Planification initiée	Planification terminée et mise en œuvre initiée	Mise en œuvre terminée avec une opérationnalisation progressive des étapes des processus en cours	Pleinement opérationnelle / Objectif atteint / en cours avec le suivi continu

Processus 4 (Pr. 4.) : Suivi financier et mobilisation des ressources Marqueurs de progrès (PM)	NOTE FINALE DE LA PLATE-FORME	Quelles sont les activités/interventions qui sous-tendent chaque notation ? Copier les commentaires rédigés pendant l'atelier)
PM 1. Évaluer la faisabilité financière	2	<ul style="list-style-type: none"> - Le costing du cadre commun de résultats n'a pas été fait. Certaines des activités du CCR sont régaliennes et d'autres prises en compte dans le paquet d'interventions des projets/programmes en cours - Le CAN essaie de faire la traçabilité au niveau des caisses de l'Etat et aussi dispose de certaines informations au niveau des partenaires. - Il faudrait que le CAN développe un mécanisme pour capter et renseigner le financement annuel de la nutrition des partenaires, de la Société Civile et du Secteur Privé - Actuellement les ressources mobilisées pour l'année 2016 s'élèvent environ à Six (06) milliards par le gouvernement, les agences du Système des Nations Unies, les partenaires bilatéraux et multilatéraux
PM 2. Suivre et faire une comptabilité transparente des dépenses	1	Il existe déjà un suivi de comptabilité au niveau des dépenses publiques. Mais il a une nécessité de mettre un mécanisme au niveau des autres partenaires, de la société civile et du secteur privé
PM 3. Mettre à niveau et harmoniser les ressources (y compris combler les lacunes)	1	<ul style="list-style-type: none"> - Il n'existe pas encore de mécanisme harmonisé qui permettent de mettre à niveau les ressources pour combler les lacunes - Une cartographie des interventions et des intervenants en nutrition est disponible
PM 4. Respecter ses engagements (débloquer les financements promis)	3	L'Etat et les PTF honorent les engagement mais un effort doit être fait de la part du CAN et les différents partenaires impliqués pour faciliter le processus de décaissement
PM 5. Assurer la prévisibilité / soutenir l'impact / financement pluriannuel	1	Il a une augmentation progressive du nombre de projet de financement orienté vers la nutrition. Les projets de nutrition sont actuellement planifiés sur une période de 2 à 5 ans. Mais on note encore une difficulté de redéployer les financements vers d'autres communes ou d'autres activités. Toutefois nutrition est peu prise en compte dans les dépenses publiques

Réseaux	Description / contribution clé du Réseau au Processus 4
Gouvernement	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des allocations budgétaires globales en matière de nutrition - Inscription de ligne budgétaire nutrition au niveau des communes PNC - Subvention de l'Etat aux restaurants universitaires - Financement pour l'animation de Création du comité CODEX-Alimentarius - Création d'un service hygiène/qualité à l'UAC - Peu d'amélioration des allocations budgétaires globales en matière de nutrition dans les ministères en charge de la santé, de l'agriculture et de l'éducation primaire
ONU	<ul style="list-style-type: none"> - Mobilisation des ressources en appui aux différents projets conjoints et d'autres interventions de nutrition couvrant d'autres zones - Mobilisation continue des ressources pour la nutrition
Donateur	Mobilisation continue des ressources pour la nutrition
Secteur privé	Sponsoriser certaines activités entrant dans le cadre de l'amélioration de la nutrition par la mise à disposition de la salle de conférence de l'institution consulaire.
OSC	Participation au processus de formulation, de mise en œuvre, de suivi évaluation des projets et programmes
RÉSUMÉ GÉNÉRAL DES PROGRÈS POUR LE PROCESSUS 4 : Suivi financier et mobilisation des ressources (Pas plus de 600 mots) (C'est-à-dire, réalisations globales / changements positifs / défis clés et suggestions d'amélioration / autres activités pertinentes dans le cadre des efforts nationaux de renforcement de la nutrition)	
<p>Réalisations globales/changements positifs</p> <ul style="list-style-type: none"> - La réalisation de la cartographie des interventions et des intervenants en nutrition - Le suivi des allocations budgétaires des dépenses publiques dans le secteur de la nutrition au titre de l'année 2015 avec l'appui du Secrétariat SUN. - Augmentation progressive des ressources pour le secteur de la nutrition par le Gouvernement, les Agences du Système des Nations Unies, les Partenaires Bilatéraux et Multilatéraux <p>Défis/Suggestions</p> <ul style="list-style-type: none"> - Développer un mécanisme pour capter et renseigner le financement annuel de la nutrition des partenaires, de la Société Civile et du Secteur Privé - Prendre en compte la nutrition dans les stratégies à long terme. 	

Annexe 1 : Contacts de participants

N°	Titre	Nom et Prénoms	Organisation	E Mail	Téléphone (229)	Le contact devrait-il être inclus dans la liste de diffusion SUN ?
1.	M.	NTANDOU-BOUZITOU Gervais	BIOVERSITY INTERNATIONAL	ntgervais@yahoo.fr	66028305/95389788	OUI
2.	M.	ADOMAHOU David G.T.	PAM-Bénin	david.adomahou@wfp.org	97891759/95269252	OUI
3.	M.	PADONOU Wilfrid	INRAB	w_padonou@yahoo.fr	96094839	OUI
4.	Dr.	HOUNDJI Saturnin	FSA/UAC/CAN	saturninh@yahoo.fr	97983697	OUI
5.	M.	KOUTHON Parfait	CCIB	parfait@carmariellegrill.com	95954844	OUI
6.	Mme	GOMEZ Victoire ALIOU	PNOPPA/CAN	aligovic@gmail.com	97601173	OUI
7.	Mme	TOHOUEGNON HODE Thérèse	LDCB/CAN	thetohode@yahoo.fr	66476693	OUI
8.	Mme	LEGBA Marie	GABF-ONG/CAN	gabf2008@yahoo.fr	95842919	OUI
9.	M.	AHISSOU Judicaël	DPP/MAEP	ahissoujudicael@gmail.com	95563329	OUI
10.	Mme	DJENONTIN BADA Georgette	ANCB/C-DEL	georgettedjenontin@yahoo.fr	97086736	OUI
11.	M.	BODJRENOU Augustin	AFRIC'Mutualité	augustinbod@yahoo.fr	97082961	OUI
12.	Mme	DEGBEDJI ODOUMBOUROU Denise	MICA/CAN	denisemahou@yahoo.fr	96741325	OUI
13.	M.	CODJO Kouessi Jacques Richard	SP-CAN	jacquescodjo@yahoo.fr	97588093	OUI
14.	M.	AGUEMON Dossa	SP-CAN	aguemondossa@yahoo.fr	96971554	OUI
15.	M.	TESSY M. Gaetan Guy	DPP/Min. Santé	tessyguygaetan@yahoo.fr	97891556	OUI
16.	M.	PEDANOU Elom	CARE INTERNATIONAL BENIN	elom.pedanou@care.org	97924119	OUI
17.	M.	HESSOU D. Joseph	Consultant Banque Mondiale	jedhessou@gmail.com	95064422	OUI
18.	M.	AHOUANDOGBO Gabriel	D/DANA/MAEP/CAN	mangabifirst@yahoo.fr	96015393	OUI

19.	M.	VISSOH Carel	DSME/Min Santé/CAN	krelvissoh@yahoo.fr	96002936	OUI
20.	M.	TOKPO F. Luc	DPP/MTFPAS	luc_tokpo@yahoo.fr	67016429	OUI
21.	M.	NANEMA Ambroise	UNICEF	ananema@unicef.org	66430347	OUI
22.	M.	KOUDJO Tokpanou	TERRE DES HOMMES	ernestabock@yahoo.fr	97605602	OUI
23.	Mme	HOUINDOTE Andréa	RSE/SP-CAN	houindote@yahoo.fr	97857709	OUI
24.	M.	MONGBO Roch L.	SP/CAN	rochl_mongbo@yahoo.fr	97374797	OUI
25.	M.	FAGBEMY Judes	CCIB	jfagbemy@yahoo.fr	97693130/99922222	OUI
26.	Mme	AFFOLABI Fernande	SP-CAN	spcanbenin2013@gmail.com	96995884/21321398	OUI
27.	Mme	MIZEHOUN Carmelle	FSS/UAC	carmell_2803@yahoo.fr	61713471	OUI
28.	Mme	AGUEH Victoire	IRSP	vagueh@hotmail.com	97446024	OUI
29.	M.	BIO YERIMA Sanni	FAO	sannibioyerima@gmail.com	96090997	OUI
30.	M.	HOUEHOU A. Romain	LDCB/CAN	abile0411@gmail.com	96090001	OUI
31.	Dr.	AMOUSSA H. Waliou	FSA/UAC/CAN	amouswal@yahoo.fr	97052020	OUI
32.	Mme	OGBU ABOU Rita	SP-CAN	oridia2000@yahoo.fr	66837643	OUI
33.	M.	AGBOTA Ambroise	Banque Mondiale	agbamb@yahoo.fr	97039030	OUI

ANNEXE 2 : Bref questionnaire pour les points focaux :

1.	Combien de fois votre MSP et/ou ses organes associés se sont-ils réunis depuis la dernière auto-évaluation ? (Oui / Non)	OUI, 3 fois, l'instabilité du Point Focal SUN Pays a une répercussion sur l'organisation des réunions MSP
2.	Les parties prenantes ont-elles été organisées par les réseaux ? (Oui / Non) Si oui, savez-vous si les réseaux se réunissent régulièrement ?	OUI, 3 réseaux : CAN, PTF/SUN, ASCINB (OSC /SUN)
3.	Existe-t-il des conflits d'intérêt déclarés à l'intérieur ou à l'extérieur de votre MSP ? (Oui / Non)	OUI
4.	Votre MSP est-elle répliquée aux niveaux décentralisés ? (Oui / Non)	OUI, pour le moment dans 10 communes à titre pédagogique, en attendant l'extension progressive aux 77 communes du Bénin
5.	Avez-vous organisé un événement de haut niveau depuis la dernière auto-évaluation ? (Oui / Non)	OUI, le lancement du rapport 2014 sur la nutrition mondiale et l'organisation des fora nationaux sur 1000 premiers jours de vie: "les défis de la malnutrition chronique au Bénin et sur l'alimentation scolaire au Bénin
6.	Disposez-vous d'une politique de mobilisation sociale, de plaidoyer et de communication en place ? (Oui / Non)	OUI, Plan Intégré de Communication (PIC) est disponible. L'élaboration de la stratégie nationale de communication pour le changement social et de comportement est en cours
7.	Disposez-vous d'une ligne budgétaire pour la nutrition dans le budget de l'État ? Pouvez-vous expliquer comment la ligne budgétaire fonctionne au sein de votre système de gestion des finances publiques ?	OUI, à partir de 2013. La ligne budgétaire est logée à la Présidence de la République dont relève le Conseil National de l'Alimentation et de la Nutrition. Elle fonctionne comme pour les autres structures bénéficiant d'une autonomie de gestion financière au terme du Décret portant création du CAN.
8.	Consultez-vous la page Web de votre pays sur le site Web du Mouvement SUN ? Si oui, vous satisfait-elle ?	OUI, toutefois cela appelle de notre part une plus grande contribution pour alimenter régulièrement la page Web du Bénin sur les activités de renforcement de la nutrition en cours dans notre pays
9.	Comment le Secrétariat et le Mouvement SUN peuvent-ils vous aider à faire face à vos défis ?	Renforcement des capacités ; Visites d'échanges d'expériences entre pays membres du réseau (Cf. Route de l'Apprentissage) ; Rencontres internationales, alimentation du site web UN Bénin, appui au plaidoyer de mobilisation des ressources, etc.

CADRE DE RÉSULTATS COMMUN		
1.	Dans votre pays, disposez-vous d'un cadre de résultats commun pour le renforcement de la nutrition déjà finalisé : OUI / NON (Si non, référer vous au tableau II)	Oui
2.	SI votre réponse est OUI, quel titre de référence avez-vous donné au cadre de résultats commun pour améliorer la nutrition ?	Lutte contre la malnutrition chronique au Bénin 2016-20025
3.	Si votre réponse est OUI, que comprend le cadre de résultats commun finalisé pour l'amélioration de la nutrition ?	L'objectif commun auxquels contribuent tous les résultats du cadre commun de résultats (CCR) est de réduire de 34% à 20% la prévalence de la malnutrition chronique d'ici à 2025 dans la

	<p>population des enfants de 0-5 ans au Bénin. Le CCR comporte des interventions prioritaires spécifiques et sensibles à la nutrition réparties en quatre composantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - agriculture, sécurité alimentaire et sécurité sanitaire des aliments, - santé et protection sociale - eau, hygiène et assainissement et sécurité sanitaire des aliments - gouvernance, financement et protection civile <p>Le genre est transversal à toutes les composantes. Un cadre commun de suivi et de redevabilité est disponible.</p>
--	---

TABLEAU I			
N°	Éléments	Oui / Non	Veillez ajouter un commentaire ou une explication nécessaire
1.	<p>Un plan de mise en œuvre (ou une matrice de plans) qui énonce :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les actions prioritaires - liées aux résultats escomptés - Les responsabilités des secteurs publics et des partenaires en matière de mise en œuvre - Partage des compétences entre tous les secteurs publics et les partenaires pour des activités communes (par exemple, la planification, la coordination, la formation conjointe, le suivi, etc.) 	OUI	Cf. PSDAN & PANAR
2.	<p>Un chiffrage du plan qui énonce :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le partage des coûts entre le gouvernement et les partenaires (par exemple pour le matériel, la main d'œuvre et les prestations) - Le coût des activités communes entre les secteurs publics et les partenaires (par exemple, la planification, la coordination, la formation conjointe) 	OUI	<p>Le PANAR est évalué à 144 millions de dollars US sur 4 ans réparti comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gouvernement : 13% - Collectivités locales : 8% - PTF : 79% <p>A actualiser</p>
3.	<p>Un cadre de suivi et d'évaluation qui énonce :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les indicateurs pour chaque résultat escompté et les sources de données - Les valeurs de référence et cibles 	OUI	Il existe un cadre commun de suivi et de redevabilité de lutte contre la malnutrition chronique. Il est prévu d'élaborer des indicateurs de performance avec les valeurs cibles annuelles
4.	Autres éléments (veuillez préciser)		Néant